

Dimanche 17 OCTOBRE 2021 à 11h00

Rassemblement à Grenoble place Edmond Arnaud (quartier Très-Cloîtres)
Nous défilerons ensuite vers la passerelle St Laurent où nous jetterons

UNE FLEUR DANS L'ISÈRE

à la mémoire des manifestants algériens massacrés le 17 octobre 1961 à Paris

Regarder le passé

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers de travailleurs algériens et leurs familles ont manifesté pacifiquement à Paris pour le droit à l'indépendance de l'Algérie, pour leur droit à l'égalité et à la dignité, contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé.

Alors que la manifestation était pacifique, la répression s'est abattue sur les manifestants avec une grande violence : des milliers d'arrestations, des centaines de morts ou disparus. Le préfet de police de Paris qui conduisait les opérations était Maurice Papon, condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité pour des actes commis entre 1942 et 1944. Charles de Gaulle était alors le président de la République, Michel Debré le premier ministre. **Au nom de la raison d'État, le silence fut organisé sur cette tragédie par le pouvoir de l'époque et ses successeurs.** C'est grâce à l'action de citoyens, historiens, écrivains, associations, grâce au foisonnement d'initiatives militantes, que la vérité a pu émerger.

Il est important de garantir l'accès aux archives. C'est pourquoi il faut dénoncer la loi du 30 juillet 2021, qui permet de rendre inaccessible des archives, selon le bon vouloir de l'État, ce qui permet de créer à volonté de véritables trous noirs historiques .

Agir au présent

Rendre hommage aux victimes de la répression de la manifestation du 17 octobre 1961, c'est refuser la violence d'État utilisée pour réprimer les manifestations, c'est refuser la banalisation des violences policières, dont est notamment victime la jeunesse des populations issues de l'immigration.

Il est essentiel de maintenir vivante la mémoire, lutter contre la réhabilitation du colonialisme et de leurs tenants. Comment accepter que soient installées des plaques honorant la mémoire du général Raoul Salan, comme à Roquecourbe dans le Tarn, alors qu'il est un des généraux du putsch d'Alger et dirigeant de l'OAS, ou comme à Foix en Ariège, honorant la mémoire du général Marcel Bigeard, lui qui qualifia la torture en Algérie de « mal nécessaire ». Qu'attendent les pouvoirs publics pour réagir ?

Pour construire un futur solidaire

Depuis le 22 février 2019, le peuple algérien se mobilise et manifeste pour une nouvelle société plus libre, plus démocratique et plus juste. Au lieu de prendre en compte les revendications du peuple algérien, le pouvoir algérien procède à de nombreuses arrestations arbitraires de militants politiques.

Nous appelons à être solidaires du peuple algérien dans son combat démocratique.

A l'occasion du 60ème anniversaire de la répression du 17 octobre 1961, manifestons pour :

- ✓ *exiger de l'État français qu'il reconnaisse officiellement sa responsabilité dans les massacres liés à la colonisation;*
- ✓ *exiger la reconnaissance des massacres du 17 octobre comme crime d'État;*
- ✓ *réclamer l'ouverture des archives de la Guerre d'Algérie et de la colonisation aux chercheurs français et étrangers, sans restrictions, ni exclusives;*
- ✓ *refuser les discours xénophobes, racistes, colonialistes.*

Appel à l'initiative de Algérie au coeur, Amal, Association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et de leurs Amis (ANPNA), Association de Solidarité des Algériens de l'Isère (ASALI), Comité de soutien aux réfugiés algériens (CSRA), Coup de Soleil Rhône-Alpes, La Libre Pensée, Mouvement de la Paix-Isère, Ras L'Front Isère

Soutenu par